Numéro 12

octobre 2016

L'AVIS DES GENS n°12

OCTOBRE 2016

L'accueil des migrants

Journal Sud Ouest / 07/10/2016

Vive controverse autour des migrants

TALENCE Réunion houleuse que celle organisée par le préfet afin d'expliquer à la population l'installation de 50 migrants en centre-ville

Un peu d'exagération… nous en avons compté 200 NDLR

PATRICK FAURE
p.faure@sudouest.fr

Quelque 450 personnes s'étaient entassées dans la salle François-Mauriac, mercredi soir, pour une « réunion d'explication » sur l'installation de migrants de Calais au château des Arts, une propriété de l'État située en centre-ville, rue Camille-Pelletan. La soirée fut particulièrement tendue.

C'est le préfet Pierre Dartout qui organisait la rencontre, à la demande du maire Alain Cazabonne (Modem). Le moins que l'on puisse dire est que des précautions avaient été prises : policiers en tenue, policiers en civil… et quatre membres de la BAC (brigade anti-criminalité) requis là hors du champ habituel de leurs interventions.

Une salle trop exiguë pour un nombreux public. PHOTO R.F.

Information discrète

Une fois rappelé que la création de ce Centre d'accueil et d'orientation (CAO) relevait d'une décision préfectorale et non municipale, fusèrent les premiers reproches de riverains : quasi-absence d'information quant à l'organisation de cette réunion, la mairie n'ayant pour sa part distribué un courrier qu'aux plus proches voisins… Cela commençait effectivement mal sur la forme.

Puis le préfet d'expliquer que « face à ce problème complexe, sans solution miraculeuse, il fallait traiter les 9 000 cas de migrants installés à Calais en les répartissant sur l'ensemble du pays, sauf l'Île-de-France et la Corse pour une question d'éloignements ». Là, brouhaha et tricanements. Le public se répartit en trois catégories : les « pour », comme Naïma Charaï, suppléante du député écologiste Noël Mamère, applaudie par les uns, huée par les autres lors de son intervention. Les « contre », avec une élue régionale talençaise représentant le Front national, dont l'intervention fut tout aussi controversée.

« Pas au-delà de fin mars »

Troisième catégorie, celle des Talençais ne s'annonçant pas défavorables à cet accueil, mais… qui s'interrogent, par exemple, sur l'installation du CAO en centre-ville, tout près d'une école. Bernard Conte, conseiller municipal Front de gauche : « Est-ce qu'au bout de deux mois et demi, ce centre sera fermé ou à nouveau utilisé ? » Réponse du préfet : « Il pourra y avoir deux fois deux mois et demi d'accompagnement, mais pas au-delà de fin mars. » L'arrivée des 50 personnes pourrait s'effectuer en novembre.

Plusieurs intervenants souhaitent ardemment que le représentant de l'État revienne d'ici quelques mois. En attendant, le préfet explicite : « Nous avons aujourd'hui 450 migrants en Nouvelle Aquitaine et il faut en accueillir 900 autres. L'accueil de 50 personnes à Talence, a priori des hommes seuls, sera limité à deux mois et demi avant de les orienter vers le Centre d'accueil pour demandeurs d'asile de l'agglomération ». Une association spécialisée dans l'accompagnement des réfugiés, l'Adoma, interviendra à Talence.

Le coup de crayon de Lasse et Urbs

Sud-ouest 15 septembre 2016

Dans ce numéro :

Réunion d'information à Talence 05/10/ 2016	P.2
Réunion et interviews à Valfleury dans la loire/ émission les pieds sur terre	P.12
Le Conseil municipal dArès dit non à l'accueil de migrants	P.18
Mérignac la motion du FN « anti-migrants » a été recalée	P.19
Bègles: poussée de tension	P.20
Accueil migrants dans le département	P.21

Débat accueil 50 migrants à Talence/ 05 octobre 2016

Présentation du projet par le Préfet.
Parle de Calais..et de la situation actuelle qui handicape le territoire de Calais.

Face à un tel problème complexe, il n'y a pas de solution miracle, il faut s'attaquer au sujet de façon pragmatique.
Les personnes qui sont à Calais sont de nationalités différentes. Irakiennes, syriennes, afghane, Erythréennes, il y a des personnes qui fuient des situations de guerres, d'autres qui ont migré pour d'autres raisons et parfois pour des raisons d'ordre économiques ;;; il y a également différentes situations juridiques.
La situation actuelle ne permet pas aux services de l'Etat d'avoir un traitement administratif facile de ces situations.
Il y a des personnes qui sont potentiellement demandeurs d'asile, procédure qui existe dans notre pays depuis de nombreuses années comme dans tous les pays européens et d'autres qui sont dans d'autres situations juridiques, d'autres veulent absolument passer en Grande Bretagne et d'autres non.
Il faut que chaque cas soit traité individuellement notamment pour les orienter. Pour les demandeurs d'asile il y a des CADA (*centre d'accueil pour les demandeurs d'asile)* dans lesquels il y a d'autres suites? sur le plan administratif par exemple. Il y a possibilité de bénéficier de ce droit d'asile mais aussi une possibilité de reconduite à la frontière.

Il faut traiter ces situations rapidement mais aussi eu égard à nos engagements internationaux, européens notamment.
L'idée est de répartir les personnes sur d'autres sites que Calais. Il a été décidé de répartir potentiellement les 9000 personnes dans les autres régions françaises à part l'Ile de France où la Corse car l'éloignement… (début du brouhaha, rires…)

La répartition se fait au prorata de la population de chaque région et pour la Nouvelle Aquitaine nous avons 900 personnes à accueillir.
Je précise qu'aujourd'hui, nous avons déjà 450 personnes qui viennent de Calais, qui sont réparties dans différents centres d'accueil et d'orientation. Ils sont déjà présents et que je sache, ils ne posent pas de problèmes particuliers ;
Nous devons répartir ces personnes dans les différents départements de la région, c'est pourquoi j'ai mobilisé autour de moi les 11 autres Préfets des départements de cette région pour que chacun nous puissions trouver des sites pour accueillir ces personnes dans des CAO *(centres d'accueil et d'orientation).*

Ils vont venir sur ces sites pour un temps limité. 2 mois, 2 mois et demi. Il s'agit simplement de procéder au premier travail administratif d'accueil de ces personnes et de les orienter ensuite vers des structures qui existent, qui sont des CADA ; il y a plusieurs CADA dans l'agglomération bordelaise. Ce sont des demandeurs d'asile qui restent dans ces centres le temps que leur demande d'asile soit instruite et qu'il leur soit donné une demande, favorable, ou défavorable. C'est ainsi que pratiquent la majorité des pays européens et notamment les allemands, les pays du Benelux ou la Grande Bretagne ;

Ne pas perdre de vue que tous les pays d'Europe occidentale sont face à un afflux important… nous devons traiter ces cas avec rapidité, pragmatisme, humanité dans l'application des textes mais aussi avec fermeté dans l'application de ces textes ;

Si ces gens n'ont pas vocation a être demandeurs d'asile, une autre situation leur sera proposée et ils n'auront pas forcément vocation à rester sur le territoire français.

Notre politique en matière d'immigration repose sur plusieurs principes. Chaque année, nous reconduisons à la frontière un nombre important de personnes qui sont en situation irrégulière sur notre territoire ; le nombre de ces personnes est en augmentation. Il ne faut pas laisser ces CADA

encombrés trop longtemps par des personnes qui n'ont plus de raisons d'y être.
Il faut donc trouver des sites pour chaque région. Et dans chaque région, l'ensemble des départements doivent se mobiliser ; il n'est pas question de reconstituer des sites avec un nombre trop important de personnes. Capacité max ; 60-70 .
Il faut que ces sites soient harmonieusement répartis sur le territoire, que tout le monde y contribue. C'est un effort de solidarité envers la ville de Calais, sachant que c'est une procédure intérimaire et bornée dans le temps ;

Il y aura toujours une association chargée de la gestion du site : Emmaus, l'adoma, France Horizons, le secours catholique, le diaconat protestant, etc..
Donc un site est trouvé, par ex. un centre de vacances avec des capacités d'accueil dans une période hors vacances, puisque par définition après mars prochain on n'aura pas besoin de ce type de CAO, qui reviendront *(les centres de vacances)* à leur objet normal et nous cherchons aussi des sites qui sont des propriétés de l'Etat ou éventuellement de Collectivités territoriales pour installer des mobils-homes, des bungalows pour loger ces personnes à la fois dans la dignité car il s'agit de personnes humaines, comme nous tous et aussi dans un soucis d'efficacité, de contrôle pour que les choses se passent au mieux ;

Des instructions ont été fournies aux services de gendarmerie et de police nationale pour que les choses se passent au mieux, mais là-dessus je n'ai pas de trop graves inquiétudes car je le répète notre objectif est de 900 et nous avons déjà un effectif correspondant à la moitié de ce nombre,
450 personnes présentent dans l'ensemble de la région. Ce nombre, c'est pour l'ensemble des 12 départements qui composent la Nouvelle Aquitaine ;

Nous accueillons des personnes depuis la fin de l'année 2015 et cela ne pose aucun problème. Et il en existe dans l'agglomération bordelaise.

Nous avons un terrain que l'Etat possède ici, qui convient techniquement pour l'installation de ces bungalows pour environ 50 Personnes ; ce n'est pas Mr le Maire qui est demandeur, c'est moi, au nom de l'Etat

C'est un sujet grave qui se pose à l'ensemble de l'Europe et surtout en Europe Occidentale
C'est un enjeu qu'on ne règlera pas d'un coup de baguette magique. C'est un problème à régler collectivement et avec humanité. C'est ce qui fait la force d'une nation.

Il faut que l'on voit cela collectivement, sans polémique, sans excès… je ne me dégonfle jamais, ce n'est pas ma philosophie et ce n'est pas une réunion facile. Il faut répondre aux légitimes inquiétudes de nos concitoyens … je suis là pour informer.

Questions : 1ère question sur publicité restreinte autour du débat.
L'occasion pour le Maire de dire qu'il était tout à fait favorable à cette décision de l'Etat.

Un mec au fond :
« à Calais, ils étaient 50 au début. »
Protestations contre cette intervention…mais peut-être aussi pour !!!

Le maire : je rappelle que la Jordanie accueille plus de 2 millions et demi de réfugiés

Hou ! Hou ! et applaudissements.

Il faut donc ramener les choses à de justes proportions, et ce ne sont pas des touristes mais des migrants et si la vie de votre famille était en jeu, qu'elle doive fuir, vous souhaiteriez qu'un accueil correct lui soit réservé

Applaudissements (sans Hou! Hou!).

Naima Charaï, députée suppléante de Noel Mamère, des millions de réfugiés sur le territoire

européen, la France doit prendre sa part. Je voulais témoigner qu'une ville voisine, Bègles accueille déjà un certain nombre de calaisiens depuis quelques mois, des familles de réfugiés et cela se passe très très bien.

Tu parles !!!!

Et je crois qu'on a un devoir de solidarité, d'humanité

Parlez en aux calaisiens Madame !
Brouhaha, altercations… *j'ai le droit de parler!!!*
(un autre) *..et de dire des conneries !*
le reste se perd dans le bruit… la fin de l'intervention *« la grandeur de la France »*… applaudissements et Hou ! Hou !

Le Préfet. Je reprends la parole tout de suite. Je suis le représentant de l'Etat dans ce département et dans cette région. J'exerce ce métier depuis très longtemps et je l'ai exercé sous des majorités de gouvernements différents. Ma foi est essentiellement républicaine. Ce qui veut dire qu'une réunion comme celle-ci elle n'a de valeur et de nécessité que si tout le monde respecte les propos des autres. Et surtout pas qu'on interrompe les personnes qui parlent, en criant. Parce que cela n'est pas le signe d'une société mûre. Alors je le répète, c'est une réunion d'information, ce n'est pas un meeting. Si c'était un meeting, je ne serais pas là. Il faut être clair là-dessus : je suis venu pour apporter des explications et des informations, je ne suis pas venu pour autre chose. Je dis cela à toutes les personnes qui seraient tentées d'interrompre les conversations ou de crier des Hou Hou, ce n'est pas l'objet de la réunion d'aujourd'hui.

Question : ***Mr Labroille***. Je suis fier que Talence prenne son fardeau et accueille un groupe de personnes… fraternité qui fait partie de la devise de la République.

Ils ont qu'à les prendre chez eux !

Ma question est la suivante. Nous savons qu'il y a des situations extrêmement difficiles. On peut en conclure que le nombre de personnes qui vont chercher à entrer en France, dans les mois, les années qui viennent ne va pas diminuer. il me semble qu'à côté des mesures d'urgence nécessaires comme l'ouverture de ce CAO, il faut anticiper au-delà. Ma question : comment, au-delà, pouvons nous nous organiser, l'Etat et nous citoyens, pour qu »on ne soient pas confrontés à chaque fois à des situations d'urgence et qu'on puisse prendre des mesures pour faire face dignement à ces situations graves.
Au niveau des mesures précises qui peuvent être envisagées par rapport à l'accueil de cette cinquantaine de personnes, nous avons la chance à Talence d'avoir un monde universitaire, d'avoir des professionnels de l'éducation qui travaillent déjà sur le soutien aux migrants notamment pour l'apprentissage du français à des gens qui ont besoin du français ne serait-ce que pour leurs démarches administratives. Donc quelles mesures concrètes peuvent être mises en œuvre ?

Le Préfet. Je répond très rapidement. Notre métier nécessite d'anticiper sur des situations. Ce n'est pas toujours simple car nous sommes actuellement face à des phénomènes difficiles à prévoir et les autres pays européens sont dans la même situation que nous. Ce que je peux vous dire c'est que l'action que nous menons repose sur 2 piliers :
Le premier : accueillir avec humanité les personnes qui viennent en France car elles sont chassées de leur pays ou qui quittent leur pays pour différentes raisons. Et que l'on examine les situations individuelles. Il y a des institutions pour cela, pour reconnaître ceux qui sont réellement des demandeurs d'asile et qui peuvent avoir accès au statut de réfugié
Le deuxième : savoir reconduire, là aussi dans un esprit d'humanité, les personnes qui sont en situation irrégulière et qui n'ont pas à rester dans notre pays.
Il peut y en avoir pour lesquels on considère que le statut de demandeur d'asile et de réfugié ne peut pas être donné.
Ce qui veut dire que notre action n'est possible par anticipation que si on prévoit des moyens nécessaires d'accueil mais qu'aussi on sache dire à des personnes nous ne vous accueillons plus. Nous n'avons rien contre vous mais vous ne remplissez pas un certain nombre de conditions

qui vous permettent d'être accueillis comme réfugiés.
Il faut donc instaurer une gestion de ces sites de façon à ce que l'on puisse accueillir des personnes mais à condition que d'autres puissent partir si c'est nécessaire.

Question ***(un homme-seul!!)*** Est ce que les 450 migrants que l'on a déjà accueilli a déjà fait baisser la population de la jungle, est ce qu'elle a augmentée, est ce qu'il y a un système de vases communicants
Est ce que les 900 sont bien pour la plupart des hommes jeunes ? et pas des familles qui fuient vraiment la guerre

Applaudissements

Le Préfet. Si la jungle est démantelée, c'est l'objectif, le risque que d'autres personnes viennent sera bien moindre

ricanements, et même franchement rires

Le Préfet. Au monsieur qui a la casquette : pourquoi riez vous à ce que je dis ?

- Lui et d'autres *Parce que c'est faux !!*

Ne recommencez pas où la réunion perd de son sens. Je vais répondre au monsieur.
1- il y a des frontières dans notre pays

mouvements d'étonnement

Vous en avez la preuve

A CALAIS !

C'est qu'aujourd'hui il y a par exemple des opérations de blocage de flux migratoires non contrôlés à la frontière italienne, regardez les actualités (…)
Deuxièmement pour que les gens ne viennent plus à Calais de façon massive- je ne vous dis pas qu'il n'y aura plus du tout d'étrangers à Calais- ce que je veux vous dire c'est que la condition pour qu'il y ait une installation massive à Calais sera fortement entamée par le fait que cette jungle sera démantelée.

Pour répondre à vous monsieur c'est vrai que l'objectif est ce démantèlement, que les 450 personnes qui sont déjà venues elles vont peut-être « remplacées par d'autres » une fois qu'elles « auront été amenées » dans d'autres sites de la région, mais justement le fait de démanteler Calais est l'outil qui doit permettre aux Collègues qui sont là-bas de faire en sorte que le site ne soit plus attractif pour ceux qui devraient venir.
Parce que c'est très facile de dire notre pays n'a pas de frontières ou les frontières ne sont pas surveillées. Quelles solutions pour qu'on ne revienne pas à Calais ? quelles solutions effectives pour traiter le sujet ? il faut être pragmatique Monsieur. On ne va pas avoir uniquement des préjugés et savoir quelle solution pratique il faut apporter.

- Pourquoi ils se battent pas ces hommes ?

- Tais toi avec tes âneries…

- Ecoutez le débat plutôt que d'intervenir à chaque fois. Sois intelligent, sois un vrai citoyen français, écoute

On n'est pas là que pour écouter Monsieur
Brouhaha…

Préfet. Nous accueillons par exemple dans ce département de la gironde d'ores et déjà au sein de l'agglomération des familles qui viennent de Calais. Et donc il n'est pas impossible qu'ici, si ce site est décidé qu'il y ait des familles qui viennent même si la majorité semble-t-il des personnes présentes sont des hommes ou des femmes seules.

Question : je suis simple citoyen et fier que la ville de Talence se positionne pour l'accueil de ces personnes J'ai longtemps été opposant à Mr le Maire et aujourd'hui je suis derrière vous. Je voudrais avoir des informations sur l'organisation de cet accueil.

(applaudissements… quelques).

Brouhaha… il l'a déjà dit… non il l'a pas dit…

Une collaboratrice du Préfet. Les accueillis seront suivis par un accompagnateur social qui est ADOMA qui est une structure nationale qui a une implantation locale, qui a une expérience sur différents sites notamment à Caudéran mais qui a aussi une expérience de centres d'accueils de demandeurs d'asile à Eysines. Cet opérateur sera représenté par Laurence Aliette qui sera responsable du site. Il paraissait important ce soir que vous puissiez mettre un visage sur les personnes qui auront en charge cette infrastructure avec une double mission :
Une mission d'accompagnement social/ aider les personnes accueillies à faire leurs démarches en qualité de demandeurs d'asile mais aussi d'inculquer un certain nombre de règles sur le savoir-vivre ensemble dans une structure puisque l'accompagnateur sera présent 7 jours/7 et 24h sur 24 avec ces personnes.
Les personnes désireuses de demander l'asile auront un accompagnement pour leurs démarches et aussi sur l'apprentissage du français langues étrangères car c'est une condition d'intégration dans notre pays et d'autre part le site sur lequel vont être installées ces personnes fera aussi l'objet d'un gardiennage pour qu'il n'y ait pas de problèmes dans un sens comme dans l'autre. À la fois à l'intérieur du site du domaine des Arts mais aussi à l'extérieur .
Il est bien évident que dans la mission d'accompagnement social qui est confiée à ADOMA il y a cette mission que l'on pourrait qualifier d'éducation civique.

***Adoma**, naguère Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (**SONACOTRA**), anciennement Société nationale de construction de logements pour les travailleurs algériens (**SONACOTRAL**), est une société d'économie mixte française dont le capital est détenu par des acteurs publics (État, SNI…) chargée de construire et gérer un grand nombre d'habitats à vocation sociale (foyers de travailleurs migrants, résidences sociales, pensions de famille, centres d'hébergement, centres d'accueil de demandeurs d'asile, aires d'accueil de gens du voyage, etc.), au total plus de 71 000 places de logement en France. Le 23 janvier 2007, la Sonacotra change de nom et devient « Adoma » (nom construit à partir du latin « ad » qui signifie vers et « domus », la maison).*

D'autre part la charge d'hébergement de ces personnes est intégralement sous la responsabilité de l'Etat. Cela n'impactera pas la commune en terme de dépenses sociales ;

L'Etat c'est nous ! (applaudissements) brouhaha

une femme. J'ai une question pour les gens qui sont contre. De quoi avez vous peur ?

Tu vas te faire violer !!! brouhaha
Et la charia!!!

J'entends parler d'arrivée de criminalité mais la criminalité on l'a déjà en France

Hurlements !!!

Un homme se lève J'ai personnellement plus peur de la centrale du blayais. J'ai un peu de mémoire et ma grand mère me racontait que durant la dernière guerre ma maison était pleine de réfugiés. Ici je vois des voisins que j'aime bien, je vais à la messe tous les dimanches et la charité chrétienne, ça compte

Brouhaha…

Je voudrais dire que faire le bien nous fait aussi du bien à nous. Je suis satisfait ce soir de voir des élus socialistes et d'autres partis réunis ici. Ça fait du bien ; je ne suis pas dans un parti politique et la question posée ar la demoiselle c'était comment on peut aider ces gens.. est ce qu'on peut porter à bouffer ou autre chose, j'en sais rien mais qu'est ce qu'on peut faire nous pour vous aider à réussir ?

Applaudissements…

La collaboratrice du Préfet Il y a 2 questions sur la façon dont cela va s'organiser. Je vous ai donné les grands axes. Je vais passer la parole à Mmes Aliette et (?)qui vont effectivement gérer le site pour qu'elles expliquent comment elles ont prévu de fonctionner.

Mme Aliette. Nous allons recevoir une cinquantaine de personnes dans des algeco. Elles seront 4/algeco. Il y aura une salle réservée pour les repas et une autre salle pour les cours de

français. 2 personnes d'ADOMA s'occuperont de l'accompagnement social et il y aura du gardiennage la nuit et les week-end en cas de soucis sur le site

Question ***Une femme*** : .Je suis en charge de l'insertion pour le département de la gironde qui prend sa place aux côtés de l'Etat, ainsi que de la ville de Talence. Je trouve normal que l'on montre

Prend les chez toi !!!

Pour avoir reçu des migrants chez moi à titre personnel et avoir fait de l'accompagnement durant 5 ans.. les services de la maison départementale de la solidarité seront évidemment présents aux côtés de l'association selon leurs besoins pour accompagner ces personnes dans leurs droits… merci Mr le Préfet d'avoir pris la peine de vous être déplacé.

Une femme *(style Marion Maréchal nous voilà-NDLR)* lit un papier (*Plusieurs personnes-FN ? Avaient avec elles des papiers d'argumentations)…* Mr le Préfet vous vous exprimez aujourd'hui en tant que représentant de l'Etat moi je tiens à m'exprimer en tant que citoyen au titre de mon mandat de conseillère régionale FN. Après avoir entendu avec attention des discours fatalistes et évasifs j'ai envie de réagir et de vous poser plusieurs questions.

(applaudissements… quelques)
Bravo les chômeurs, bravo… !!!
Brouhaha
C'est pas une question ça… elle vient poser une question avec un papier de plusieurs pages !!!

(Elle continue à lire)… vous nous demandez aujourd'hui d'accueillir, de loger, de nourrir. Pourquoi ne pas rappeler qu'un migrant coûte cher à la collectivité, hébergement, aides diverses … où trouverez vous cet argent ? les français sont les citoyens les plus taxés d'Europe. Vous nous parlez de zones sécurisées et surveillées, pourquoi ? parce que vous savez sûrement qu'Interpol estime à 5000 le nombre de djihadistes infiltrés parmi les demandeurs

(applaudissements … quelques)
et ils sont forts interpol !!! ils les comptabilisent…. Pour voir s'il en manque pas…

La place de ces hommes n'est-elle pas auprès de leur famille ?

Le mec devant moi se retourne pour dire…vous êtes des bobos de merde ! -(Il fait partie d'un groupe très présent du FN)

Préfet ; Ce que je vais dire est valable pour tout le monde. Quand quelqu'un parle il ne faut pas l'interrompre ; je suis toujours sensible à ce qu'à dit voltaire au moment de l'affaire Callas. Il a dit je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites mais je me battrais toujours pour que vous puissiez le dire ; méditons tous cette phrase ; madame s'exprime et elle a le droit de s'exprimer .

Question ***Bernard Conte*** (*élu talençais d'opposition)* je voudrais savoir si, comme vous l'avez dit, au bout de 2 mois et demi le site du château des Arts sera fermé
ensuite y a-t-il des compensations financières
enfin il me semble qu'il y avait un projet immobilier le long de la rue de la Médoquine sur le terrain du château des arts où il devait y avoir un certain nombre de maisons. Je voudrais savoir si le projet a été gelé.
Le Préfet. Je réponds aux 2 premières questions. Le site sera utilisé ou utilisable jusqu'en mars 2017. Il peut y avoir 2 fois 2 mois et demi d'occupation. Si ça se trouve il n'y aura pas la nécessité.
2ème question. Il n'y aura pas de compensation financière Les finances communales ne sont pas engagées
3ème chose : je ne suis pas au courant.

Le Maire Lorsque la question m'a été posée si je voyais des raisons de m'opposer j'avais dit je ne veux pas que cela entraine de dépenses supplémentaires et le fait que tout était pris en charge par l'Etat m'a rassuré.
la ville avait proposé d'acheter le château des Arts, il y a 7- 8 ans pour implanter l'école de musique..

pour acheter cela, en terme d'amortissement, on aurait fait le long de la rue des maisons de ville. Maisons. Le rectorat ne vendait pas à l'époque donc cela ne s'est pas fait.

Une femme… je voudrais revenir sur comment cela se passe concrètement. Je ne remets pas en question cet accueil. Mais pour nous riverains, comment notre quotidien va se dérouler ? Vous avez parlé de gardiennage. Je n'aime pas ce mot mais comment vous allez organiser la sécurité des riverains. En plus il y a une école à proximité

Oh non !!! soupirs !!!

-Et alors??? moi, j'habite à côté d'une école…et les enfants ne m'ont jamais agressée !!!
-Putain, après djihadistes, violeurs, les voilà des pédophiles !!! multi-compétences les mecs !!!

Préfet. Je suis tout à fait disposé à revenir dans 3 mois. Je le dis tout de suite, plutôt pour une réunion de travail et non un meeting. Ce qui est important c'est qu'on discute de façon rationnelle. Une réunion avec les riverains, surtout les riverains et les élus bien entendu.
J'ai donné des instructions aux services de police et de gendarmerie puisque nous sommes ici à la fois en zone police et en zone gendarmerie, qu'ils aient une attention particulière. Cela dit ça ne sera pas dans le quartier une présence permanente de la police sous forme de quadrillage car cela n'a pas de raison. Encore une fois, les 450 personnes qui sont dans la région, on n'en n'a pas du tout entendu parler. En revanche vous abordez un point auquel je suis très sensible, et là on va certainement faire un effort particulier en liaison avec Mr le Maire, en articulant police municipale et police nationale, c'est par ex au moment des sorties de l'école. Je suis tout à fait d'accord pour qu'on ait une réflexion là-dessus Madame.
Une femme. Quel sera concrètement le quotidien de ces personnes ? leurs allées et venues.

Préfet. Elles seront encadrées par l'association. Elles seront tout d'abord astreintes à un certain nombre de tâches administratives avec les services de la Préfecture et de l'OPFRA *(office français pour la protection des réfugiés et apatrides)*. Ces services viendront pur commencer à instruire leurs dossiers de demande d'asile. Ils auront donc cette occupation. Où ils viendront, où on les amènera à la Préfecture. Par ailleurs on est très ouverts à quelque chose d'essentiel, l'apprentissage du français, ça peut être une bonne occupation. Cela dit, ils ne sont pas enfermés. En revanche on peut imaginer qu'il y aura un règlement intérieur et qu'un certain nombre de choses devront être respectées par ces personnes.
A la tribune. ***Une future responsable*** du centre: ce n'est pas un centre d'accueil fermé. Donc les personnes sont là, elles sont identifiées et quand elles arrivent elles signent un règlement intérieur et un contrat d'hébergement. Elles ont donc droit d'entrer et de sortir comme elles veulent. Le gardiennage est là pour qu'il n'y ait pas non plus d'intrusion autre que les personnes qui sont habilités à vivre dans le centre. Et aussi en protection car il peut y avoir des gens qui n'ont pas un état d'esprit pas très favorable à l'accueil et qui peuvent venir nuire. Ce sont des personnes qui ont besoin de sortir et de vivre comme vous et moi. Ce ne sont pas des sauvages, il faut que vous vous enleviez ces idées de la tête.

Le Maire. Lors de la réunion des maires de France à un maire qui a refusé les migrants au prétexte qu'il ne voulait pas que sa ville devienne Nice. Et le vice-président de l'association lui a répondu : pouvez vous me préciser si le conducteur du camion était un migrant ? Non!! il ne faut pas faire l'amalgame là-dessus.

- C'était un Tunisien !!!
- Et alors ????
- C'était un Tunisien !!!
- Et alors ????

Un Homme. Je suis un riverain du château de F.Mauriac. est ce que pour les réunions dont vous parlez dans 2 semaines nous aurons un représentant de la sécurité publique, je suis surpris que le directeur de la sécurité publique ne soit pas ce soir autour de la table.

Préfet ; ce n'est pas son sujet et ça le sera quand les personnes viendront et avant nous prendrons toutes les précautions nécessaires. J'ai donné toutes les instructions aux services de police et de gendarmerie. Ils seront présents. J'ai dis qu'on aura un focus tout particulier, si cela est un sujet de préoccupation, je le comprends, je suis aussi père de famille, sur les sorties et les entrées de l'école.

Une femme En tant que citoyen français je pars du principe que les gens sont innocents avant d'être coupables donc ces gens je ne les connais pas et il n'y a pas de raison que les soupçonne des pires cries de la terre. Je suis mère de 2 enfants qui vont dans une école qui va être probablement concer-née par cette rpésence ; je voulais savoir s'il était possible d'organiser des rencontres entre enfants, s'il y en a parmi ces réfugiés rendre productrice cette présence et faire en sorte que nos enfants s'enrichissent de ces gens qui ont connu des situations terribles.

(applaudissements)

Préfet. Pourquoi pas .. plus les gens discutent, se rencontrent, mieux c'est. Car l'humanité a avancé de cette manière et non pas sur une succession de postures fermées et repliées sur soi. Ça ne marche pas quand on fait cela. Mais pourquoi pas, je ne suis pas contre. Une précision : s'il y a des familles et des enfants et qu'ils aient vocation à ne rester que 2 mois et demi, il n'y aura pas de scolarisation. Mais à la différence des enfants de demandeurs d'asile ou des réfugiés que nous sommes dans l'obligation de scolariser comme d'ailleurs dans tous les autres pays européens. À partir du moment où vous êtes demandeur d'asile ou vous êtes reconnu réfugié, les enfants doivent être scolarisés. En l'espèce, les personnes qui seront dans une situation intermédiaire pour un temps bref ici, il n'y aura pas de scolarisation des enfants ; mais pourquoi pas pour ces réunions.

Une autre femme. Je suis riveraine du château des Arts. Utiliser ce lieu magnifique pour une fonction qui a du sens, moi j'en suis très contente. C'est le rôle de l'Etat. Je pense que la commune peut aussi contribuer.. ; je ne sais pas financièrement mais je pense qu'il y a des moyens hors finances… ce sont de jeunes adultes, on peut leur faciliter l'accès à la piscine, à la médiathèque, utiliser le temps des journées

Un jeune homme. J'ai une question mais je vais d'abord parler d'une personne que je connais, qui a traversé la frontière, c'était une dictature… c'est vrai qu'il aurait pu travailler dans son pays, il aurait pu essayer de reconstruire, il aurait pu essayer de le redémocratiser, c'est vrai, il aurait pu. Sauf que lui, il faisait son service militaire, il voulait pas faire son service militaire pour une dictature . il a traversé les Pyrénées car à cette époque cette dictature c'était l'Espagne,

Oh là là !!!

jeune, seul, il a travaillé dans les champs, il a pris le boulot de français, oui, il s'est marié avec une française, il l'a draguée, oui ça peut arriver ; pour vous dire que cet homme c'est mon grand-père. Et voici le résultat ; je suis peut-être pas d'accord avec tout le monde ici, mais je pense que je suis vraiment un français et fier de l'être.
(applaudissements nourris)
Ma question. On comprend tout à fait la peur qu'ont les gens ; effectivement un terroriste islamiste arrive plus facilement d'un pays en guerre que de la Norvège

L'exemple est pas très bien choisi…

Ma question. Pour assurer la sécurité des personnes vivants en France vaut-il mieux que ces réfugiés soient cachés dans la clandestinité, dans des squatts, dans une « jungle » ou on n'a pas accès, ou plutôt qu'ils soient contrôlés, éduqués par des associations dont c'est la

compétence, qui ont montré depuis des années qu'elles étaient efficaces

Un homme *S'adressant au Préfet.* Vous avez dit que vous aviez une foi républicaine. Vous aurez noté que la République, depuis pas mal d'années incite par plusieurs moyens à la mixité, à la diversité, au mélange… ya plein d'exemples, politique de logements sociaux… est ce que vous pensez que dans l'avenir il est possible qu'émergent des zones de non-mixité pour des gens qui ne souhaitent pas se mélanger, qui n'ont pas la haine des autres non plus mais qui recherchent plutôt une harmonie culturelle, religieuse, ethnique…

autour : on veut des ghettos, des ghettos !!!

Vous pouvez dire ce que vous voulez, je pose la question. Nous, cela ne nous intéresse pas qu'on nous materne pour faire de la cohésion sociale, du vivre ensemble, etc… mais nous organiser nous-mêmes. Est ce que vous pensez que l'on pourra dire, par ex sur 25 communes, ici c'est comme cela que ça se passe et c'est pas avec les 45% de logements sociaux, le machin, le truc. Est ce que vous pensez que cela soit possible et ça calmerait pas mal les choses.

Brouhaha.

J'ai parlé et j'ai le droit de parler.
Je me fais insulter
Une femme : et vous vous n'insultez pas ? lorsque le monsieur a parlé vous l'avez traité de PD vous insultez tout le monde.
L'homme *(qui avait posé la question précédente)* Je n'ai insulté personne madame, j'ai parlé une seule fois C'EST QUAND CETTE DAME A DIT DE QUOI VOUS AVEZ PEUR ?

MOI J'AI PEUR QUE MA FILLE SE FASSE VIOLER !!!

Applaudissements
Réflexion : personne le souhaite !!!
C'est pas des délinquants qu'on accueille.!!!
Gros brouahaha.

Le préfet : dans un cadre républicain c'est juridiquement possible...Je crois qu'il vaut mieux qu'on interrompe notre réunion et qu'on passe à la conclusion car je ne veux pas que les choses dégénèrent.

Une dame. En octobre dernier la police dénonçait une explosion d'insécurité à Calais. Les crimes et délits étaient multipliés par 10. Mr le maire, que proposez vous aux Talençais pour assurer leur sécurité, pensez-vous embaucher de nouveaux français, euh policier . Vous avez remarqué que j'avais un problème de diction ? vous avez remarqué, bon attendez. Organiserez vous, Mr le préfet d'autres réunions dans d'autres communes ? il y a de l'insécurité ailleurs pourquoi pas ici.

Le Préfet sur l'insécurité je vais vous répondre *La dame* non, j'ai pas fini… sur l'insécurité… non ça je l'ai lu.
Organiserez vous d'autres réunions *(centres d'accueil ?)* de ces gens dans d'autres communes ?

Le Préfet. Sur la sécurité je vous répond *La dame.* J'ai pas fini. Il y a de l'insécurité.. non je l'ai lu… ils ne partiront pas de ce centre d'accueil et d'orientation de Talence comme ce fut le cas ailleurs… que ferez vous alors ?
C'est une question…

LeMaire: c'est une réponse. Il ne faut pas comparer Calais avec 9000 migrants et 50 au milieu d'une population de 42 000 habitants. Ils sont contrôlés et accompagnés.

Le préfet. Il faut qu'on ait des réunion de travail dans un cadre apaisé, en analysant les choses et en apportant des réponses très concrètes.

Un homme. Je suis citoyen de Talence, je suis intervenu comme bénévole au centre de rétention de Bordeaux durant 3 ans en tant que girondin habilité par la préfecture pour travailler au sein de la CIMADE ; au centre de rétention, contrairement aux migrants qui ne sont pas retenus, on avait notre bureau au sein du centre de rétention et on s'est pas fait égorgés et il y avait des dames qui ne sont pas fait violées. Pour parler de la rotation des migrants ils ne restent pas définitivement en France… aujourd'hui, arrivent même des nouveau-nés. Il ne faut donc pas se crisper, on va côtoyer ces migrants avec l'association du CADA, je me tiens à votre disposition, pour une fois on soutiendra la municipalité

(rires et applaudissements).

PUSH
ASILE

LA FUITE DES CAPITAUX ?
LA FRAUDE AUX ALLOCS ?
L'ÉVASION FISCALE ?
C'EST LUI
NOM : CHIBANI
ÉTRANGER NÉ EN 1935.
RECRUTÉ AU BLED.
RETRAITÉ DE LA RECONSTRUCTION FRANÇAISE
À 600€/MOIS.
RÉSIDENT DANS UN EX FOYER SONOCOTRA.
FAMILLE RESTÉE AU PAYS.
ILLETTRÉ.
ÉPAULETTES TAPISSÉES DE DEVISES PROVENANT DES PRESTATIONS CRAM
POCHES BOURRÉES AU MINIMUM VIEILLESSE
BAGAGE À DOUBLE FOND REMPLI DE REMBOURSEMENTS MSA
TALONNETTES CREUSES POUR PASSER L'ARGENT DES ALLOCS LOGEMENT
AUTOCAR LE BLED
UTILISE LA ROUTE POUR ÉVITER LES CONTRÔLES

REGROUPEMENT FAMILIAL EN MÉDITERRANÉE

FRANCE
TERRE D'ACCUEIL
ON VIENT SE FAIRE EXPULSER CHEZ VOUS !

Valfleury dans la Loire Fr.culture « Les pieds sur terre » 06/10/2016

LE 27octobre dernier à Arry, un village de 540 habitants, en Moselle, 51 réfugiés soudanais, 51 hommes seuls venus de Calais, sont accueillis sur décision préfectorale. 2 mois plus tard, en décembre 2015, nous allions les rencontrer. Cette émission a été diffusée il y a un an et les habitants se souviennent de leur peur à l'annonce de leur arrivée, ils se rappellent les premières discussions, les craintes initiales ; mais rapidement dans le feu de l'action, ils s'organisent. Les adultes viennent en aide aux migrants, leur apprennent quelques bases de français, quelques principes de la République, des coutumes locales ; les soudanais se mettent au foot avec les enfants du village, ravis d'avoir des copains à la hauteur. Du coup les parents sont contents que leur progéniture soit enfin occupée.
2 mois plus tard les soudanais ont trouvé leur place dans ce village tranquille ;
6 mois plus tard, comme prévu, ils repartent pour Metz en ne laissant que de bons souvenirs
……..mais si, mais si.

http://tout-metz.com/arrivee-migrants-calais-arry-sur-moselle-2015-86443.php
Les 51 réfugiés venus de ce que l'on surnomme « la jungle de Calais » sont arrivés vers 17h30 ce mardi 27 octobre 2015 dans la petite commune de Arry (Moselle) au sud de Metz, semant quelque peu la discorde dans ce village de 550 habitants, après une manifestation d'identitaires dans la matinée.Encadrés par un dispositif de gendarmerie, les réfugiés sont descendus du bus qui les a transporté jusqu'en Lorraine, sous le regard de quelques villageois, aux avis divisés. ***Voir la vidéo de cette arrivée :***

Article original ici : Arrivée des réfugiés de Calais à Arry (audio + vidéo) http://tout-metz.com/arrivee-migrants-calais-arry-sur-moselle-2015-86443.php

Migrants : des jeunes d'Arry "dégoûtés" par l'action des Identitaires
FRANCE 3 LORRAINE Plusieurs jeunes de la commune mosellane ont réagit mardi 27 octobre 2015 après l'intrusion du centre aéré d'Arry devant accueillir dans la journée une 50 migrants soudanais au plus tard jusqu'à fin mars 2016. Les manifestants identitaires sont descendus du toit et ont été emmené par les gendarmes.

http://france3-regions.francetvinfo.fr/lorraine/moselle/rejet-des-migrants-des-jeunes-d-arry-degoutes-par-l-action-des-identitaires-838653.html

A Val Fleury, où nous sommes aujourd'hui le point de départ est à peu près identique même si la culture et l'histoire des pays de la loire sont assez éloignés de celles de la Mosellen, Valfleury, ravissant village de 700 habitants devra recevoir en octobre une cinquantaine de migrants venus de calais, des hommes seuls. Pendant 6 mois ils doivent occuper un bâtiment libre dans la commune, près de l'église. Puis ils repartiront comme ceux de Arry, vers de nouveaux horizons en avril. L'objectif du Ministre de l'intérieur est de démanteler la jungle de Calais en proposant des places d'hébergement sur tout le territoire.

Il s'agit de créer des CAO, centres d'accueil et d'orientation. Et il faut trouver d'ici fin 2016, 12 000 places pour accueillir les migrants de manière temporaire de sorte que leur dossier soit constitué, examiné et qu'une solution pérenne ou pas soit trouvée ;
Ce soir là, le 23 septembre dernier, le Maire, Michel Maisonnête, accompagné d'un représentant de la Préfecture et d'un colonel de gendarmerie, a donc réuni les habitants pour leur exposer le projet et les modalités d'accueil.
Dès 18h30, tout le village converge vers la salle des fêtes ; au total 300 personnes sont présentes dans cette salle, une affluence record pour Valfleury.$

Interviews avant la réunion

Bonjour Madame.
Marie josée S.Vous venez pour notre « super cadeau ». Nous ne sommes pas contre accueillir des migrants, mais que ce soient des familles mais pas des hommes ; et là, tout naturellement ils seront tous prêts à se bagarrer entre eux… c'est des mentalités, on peut pas les comprendre. C'est tout à fait différent de chez nous. Je reconnais qu'ils sont malheureux mais bon. Vous voyez le contexte du village, c'est vraiment petit, fermé. Vous voulez que je vous conduise à l'adapei , le lieu où ils sont attendus,
Ce serait en dehors du village, sur les hauteurs, mais là, qu'est ce qu'ils vont faire, fermés ici.

(Il voit une dame)… venez me parlez
Marie josée S. elle veut pas… c'est français….tout le monde râle et personne veut parler.
On est 700 habitants. Alors vous les voyez, largués là -dedans ? je sais pas ce qu'ils vont faire.
Mes parents avaient pris une maison ici, en 1939. Quand ils ont vu la guerre. Pour être tranquilles et avoir un petit bout de jardin pour le cultiver ; moi, ensuite, j'ai choisi de laisser St Etienne pour venir vivre tranquille dans ce petit village. Ce matin j'en étais à pleurer.
Je l'ai su qu'hier soir cette histoire. Cette nuit j'ai mal dormi, je suis descendue chez le coiffeur mais le matin -, j'avais les larmes aux yeux.

A cause de la venue des migrants ?
Oui. Parce que ça va démolir notre équilibre de petit village ; c'est obligé. Surtout des hommes. On le redoute particulièrement. Mais ils vont mourir d'ennui. Moi je ne vois pas que ce soit idéal pour eux ici… ça me fait énormément de peine car cela va mettre de la zizanie dans ce petit village. Il y a quelques « Pour » et les « Contres » sont vraiment poussés. Moi je dis que c'est lamentable. J'aime autant vous dire que je ne vais plus aller voter, ça sera fini. Il n'y a plus de démocratie ici. Et un Préfet qui décide ça et le maire a rien à dire, mais lui il est bien tranquille chez lui, il les a pas sur le dos. Qu'il les prenne chez lui, il doit avoir de la place.

Mais de quoi vous avez peur madame ?
Marie josée S D'une insécurité. Faut dire le mot et c'est tout. Et puis, ils se sentent protégés. Vous voyez bien comment on est dans la société. Facilement ils nous diront des choses désagréables et on pourra rien dire ou on leur dira un truc désagréable et bien ça y est, ce sera du racisme.
On a perdu un équilibre. Un juste équilibre. Qu'était bien. Et je vous assure que les français on n'était pas du tout racistes et à force de nous matraquer comme cela on arrive à le devenir plus ou moins. Et vous croyez qu'ils aiment les français ? ils aiment la France pour en profiter mais ils aiment pas les français. On le sent.

Mais peut-être qu'ils n'ont pas eu beaucoup l'occasion de vous connaître

Marie josée S Enfin moi je pense et d'autres qui sont ici aussi, vous savez ils aiment pas les français, ya rien à faire.

Bonjour Msieur dames. On parle des migrants.
l'homme : ah
Qu'est ce que vous en pensez monsieur dame ?
Monsieur. Ce que j'en pense, c'est un petit village bien tranquille et pis on sait pas ce que ça va devenir. Le problème il se pose comme cela. Maintenant on peut me traiter de raciste mais moi j'appelle pas ça du racisme, j'appelle ça
Sa femme : de la lucidité
L'homme : lucidité ouais
Sa femme. C'est une certaine lucidité. Parce que qui vous diront le contraire c'est qu'ils sont pas directement concernés.
L'homme : on est traités de racistes mais j'appelle pas ça du racisme. Moi j'ai travaillé avec des immigrés, des algériens et compagnie, toute ma vie. J'ai pas été… mais maintenant ça devient… c'est inquiétant tout de même. On est

envahis quand même. Le pays il est envahi.
Vous allez à la réunion ?
L'homme. Oui j'espère bien. Je vais voir ce qui va s'y dire. Et pis, là qui s'est qui paye ?
Sa femme. Finalement y'en a marre de la solidarité
Lui. Il y en a pas mal de la solidarité en France.

Marie josée S. alors vous voyez ce 1er bâtiment, il en fait partie. Et cette adapei *(Association départementale des amis et parents de personnes handicapées mentales)* c'est un truc qui est très ouvert. Ils vont se dispatcher très facilement pour sortir. Et vraiment les personnes du tour, ya une dame qui est âgée elle est pas rassurée.

Qui habite là ?
Marie josée S. C'est elle.
Cette petite dame ?
Oui.. elle vit toute seule ; alors là, elle va être cernée la pauvre.

Il frappe à la porte.
Marie josée S. Vous voyez on avait des habitudes, on laissait tous nos portes ouvertes Après, on hésitera ;

Madame. Je viens vous voir car vous habitez juste en face où il va y avoir les migrants
Juste là oui. C'est pas que ça me fait bien plaisir. C'est l'inconnu. Et puis c'est le nombre. Encore y'en aurait eu 25… et puis ce serait des familles ça serait pas pareil. Mais que des hommes seuls..
Marie josée S. On aurait été les premiers à les accueillir et à s'occuper des enfants mais là, qu'est ce que vous allez vous occuper des hommes comme cela … à notre âge ils nous balanceront une calotte. Ou si on les regarde de travers …

Mais quelle idée vous avez des hommes??
Marie josée S Non mais des hommes de ces pays on les voit un peu

Mais ils sont pareils que partout madame
Marie josée S. On en entend tellement dire
La vieille dame… avec tous ces attentats qu'il y a on sait jamais ce qu'il peut y avoir. Qu'est ce qu'ils vont faire

Il est drôlement beau votre village ;
Marie josée S. Oui mais ils vont pas faire de la peinture. Mais s'il y a des peintres parmi, des musiciens, sait-on jamais. Des poètes, des chanteurs, voilà, ce sera agréable. Ce que j'ai peur c'est qu'ils se soient déchargés de Calais de ceux qui étaient les plus insupportables. Je vous le dis, j'ai peur.

La vieille dame. C'est pas la même mentalité que nous. Bon ça peut se passer bien mais enfin moi, personnellement, je vous le dit, j'ai peur.
Marie josée S.. Je lui proposerais bien de venir dormir chez moi…
Vieille dame. Non je resterais là, à moins qu'ils viennent m'assassiner, me violer.. on sait jamais ah ah ah…

Bon, je vous souhaite bon courage.
Marie josée S. Du temps qu'on peut encore se promener dans la campagne je vais en profiter parce que dans 3 semaines, ce sera peut-être différent.

Bonjour Monsieur. Vous êtes de Valfleury ?
Non je suis de Celieu, c'est à 3 kms.

Qu'est ce que vous en pensez de cette affaire ?
Je trouve que c'est tout à fait honteux. Nos parents et nos grands parents se sont battus pour la France et aujourd'hui on se fait envahir. Envahir silencieusement. C'est inadmissible. Et aujourd'hui ya des forces de police, y a la gendarmerie, on est des dangereux terroristes. Mais ces gens là quand ils vont piller, voler, violer, y aura personne. Vous pourrez toujours aller à la gendarmerie, ça servira strictement à rien. On le connaît par cœur le problème. Faut pas se laisser faire, c'est honteux. Vous regardez à St Chamond, on avait une jolie église. Pas de subvention pour refaire le clocher. Par contre on a trouvé des subventions pour faire une belle mosquée. Alors faut m'expliquer où est le problème. Moi j'ai rien contre d'accueillir des gens malheureux mais qu'ils soient de la même religion que nous. C'est tout ; Vous vous rendez

compte, on est nés ici, on n'a rien demandé.
Un autre. Moi, j'ai mes petits enfants qui vont aller à l'école ici. Ils vont traverser. Une gamine de 14 ans devant

Et de quoi vous avez peur monsieur ?
Ben qu'elle se fasse violer. Je le dis carrément.
Un autre. C'est ce qui va se passer, faut pas rêver. 50 bonhommes comme cela qui vont voir passer des minettes… 6 mois sans tirer, vous croyez qu'ils vont pas tirer ? je parle comme j'ai envie. C'est ce qui va se passer, faut pas rêver. Vous mettez 50 personnes ici, sans aucune discipline, sans aucune règle. Vous croyez que ça va finir comment ? ça va tout squatter, il va y avoir des vols de partout, ça peut pas finir autrement.

Mais tous ces gens là, ces préfets, ces beaux parleurs qui nous les mettent, pourquoi ils les prennent pas chez eux ? ya de la place chez eux. Ils ont des millions de m2 et en plus c'est nous, on les loge, on paye

Qu'est ce que vous faites dans la vie ?
Je suis artisan, donc je trime comme un con pour faire que payer pour de sgens comme ça. Payer pour mes compatriotes, pas de problèmes mais payer pour ces gens là, on commence à en avoir ras-le-bol. Parce que on n'a droit à rien. Moi, demain, je suis malade, j'ai 400 balles /mois. Et je paye comme un ministre. Donc je suis pas d'accord.

La réunion :
Le Maire: Mesdames Messieurs. Nous sommes venus ici ce soir

Pour s'endormir….

Nous sommes pas là pour s'endormir, nous sommes venus ici ce soir pour vous expliquer les choses. Que vous soyez d'accord ou pas d'accord avec la décision

HURLEMENTS
-Le gouvernement est en train de semer le chaos/ Ce sont peut-être des gens biens mais 50 personnes, sans moyens de locomotion

- Une femme. Vous les laissez finir, qu'on connaisse les tenants et les aboutissants… ensuite vous interviendrez. Merde. (Applaudissements)

Le maire continu. Pour le détail de ces arrivées je passe le micro à Didier Couteau (représentant de la Préfecture ?)

DC. qui sont-ils ? Il y aura sans doute des afghans. Ensuite des Somaliens, des Soudanais, des Erhytréens. Je rappelle que tous les pays que j'ai cités sont des pays qui sont en guerre depuis long-temps. Depuis 1979 en Afghanistan. Est ce que ce sont des réfugiés économiques ou des réfugiés politiques, de toutes façons les publics qui arrivent ici sont vulnérables parce qu'ils ont connu un certain nombre de traumatismes

HURLEMENTS.

DC. Ensuite, combien ? 55 à Valfleury. 25 sans doute au tout début et on va monter jusqu'à 50. L'engagement pris c'est qu'à fin avril on soit à zéro

HURLEMENTS.

QUESTIONS…
Une dame. Moi, j'aimerais demander qu'on nous rétablisse l'éclairage la nuit dans le village.
Une autre : moi aussi.
Le maire. On va en parler au prochain conseil municipal mais c'est des choses possibles ;
Une dame. Je ne comprends pas qu'on ait été informés qu'hier dans les boites aux lettres. Alors que les choses se font tout de même pas en un jour. Déjà je trouve que c'est assez malhonnête de la part de l'Etat ou de vous, je ne sais pas qui s'en occupe. De plus au niveau de la sécurité comment on va faire avec 50 personnes. Qu'est ce qu'on va faire ? nos maisons, nos voitures, il faut tout leur donner ? Nous on va travailler tous les jours. Ça va rester sans rien nos maisons… si ils ont envie d'aller s'y installer dedans, on fait quoi ? on dit rien et on se laisse faire ? et je pense que vous n'êtes pas assez nombreux

pour gérer 50 personnes. (applaudissements)
Un Homme. Moi j'ai 3 enfants. Mes enfants s'inquiètent, ils veulent même plus sortir de chez moi s'il y a des migrants. Voilà, c'est tout ce que j'ai à dire. (applaudissements nourris)

Maire. On vous a expliqué tout à l'heure que leur pedigree a été vérifié en amont par tous les services de police et de renseignements du pays et qu'ils n'étaient pas délinquants puisqu'ils viennent ici pour ensuite entrer dans un parcours de demande d'asile.

Une femme (avec un très fort accent étranger). Au niveau surveillance, la nuit, puisqu'ils vont être mes voisins.(…) j'ai peur pour mes enfants. J'ai une petite de 8 ans, elle est terrorisée. Est ce qu'en cas de besoin je peux vous appeler ? vous vous déplacez ?

HURLEMENTS… LA REPONSE, LA REPONSE…

Représentant du Préfet ? En Avignon et sur tous les sites où nous sommes nous donnons notre n° de tel aux voisins. C'est une réponse ça.

Une femme. Ils sont surveillés en permanence. Donc sont-ils si dangereux pour être surveillés à ce point là ? et dans ce cas là, qui attise la haine ? est ce que c'est vous au Pouvoir ou est ce que c'est nous ? je suis conseillère régionale Front National (Applaudissements nourris)

Le maire. Vous avez une vision politique, elle vous appartient. Il ne m'appartient pas à moi, ici, d'en débattre avec vous. Autour de la dangerosité, on vous a donné la réponse tout à l'heure. Aujourd'hui on a pris en charge 1200 personnes, on n'a pas connaissance de problématiques particulières. Vous avez des centres d'accueil de demandeurs d'asile dans ce département il n'y a pas d'acte de délinquance particulier.

Un homme. Ils ne sont pas des délinquants présumés.

Les Hurlements redoublent

Un homme. je parlais par expérience personnelle ; j'ai été militaire pendant 10 ans au 35ème RI de Belfort, l'Afrique je l'ai connue, le Tchad, le Soudan, j'ai connu Djibouti à côté de la Somalie ; ces gens là ne sont pas miscibles et ne veulent pas être miscibles ; que ce soit religion ou culture. Pourquoi les Polonais sont assimilés, pourquoi les Espagnols sont assimilés et pourquoi ces gens là ne seront jamais assimilables ; on l'a vu à Calais, ce n'est pas possible. (applaudissements)

Une femme. Je suis énormément stressée par cette situation pour la sécurité de tout le monde et pas seulement la mienne… tout ça pour dire, vous voyez j'ai chaud, je me suis mise en débardeur. Je suis originaire de Lyon ; il y a certain quartier de Lyon où quand j'ai chaud, je mets quand même ma veste parce que « salope !!! » et des mots dans toutes les langues ; tout cela pour dire que si les 6 mois se prolongent est ce que je vais avoir la tranquillité de me balader comme j'en ai envie en tant que femme. C'est une question très naïve.
(Applaudissements)

représentant Préfet ; naturellement vous avez le droit, comme n'importe quel citoyen de cette république, de vivre votre quotidien de femme, et nous, on fera le nécessaire pour que les lois de la république, en tous les points du territoire, soient respectées au quotidien, par tous les citoyens permanents et temporaires qui y résident ;

Femme. Moi je travaille comme fonctionnaire au collège de la Talaudière, j'ai été accueillie en nouvel arrivante en janvier, je remercie de l'accueil qu'il y a eu, et je voulais témoigner du fait qu'on est quelques uns à pas se retrouver dans un discours de crainte et d'inquiétude et je suis désolé que le FN ait pu rentrer alors que monsieur le Maire a dit que l'entrée serait contrôlée pour que ce soit pas politique. Donc vous voyez qu'il y a forcément des débordements. Et ça c'est désolant… (quelques applaudissements)

Une femme ; je travaille dans le social, je suis pas du tout FN mais en France, la communication zéro. Vous amenez la haine, et vous amenez le FN. Je ne suis pas d'accord avec le FN et là vous lui ouvrez la porte ; bravo. (applaudissements) Vous êtes des cadres mais vous parlez, vous savez bien parler, des mots, des longues phrases qui veulent rien dire,

excusez moi. Nous on est des gens du peuple, nous on est des petits gens ; on comprend des mots simples ; après, c'est pas qu'on les veut pas, c'es comment c'est mené, c'est comment vous nous parlez ; vous amenez encore plus de haine. Mais mettez vous à notre place, avec vos familles, avec votre femme ; vous réagissez comment ; parce que là vous hallucinez sur les gens mais vous seriez pareil. Dites nous pas l'inverse. (applaudissements)

Le maire ; vous ne pouvez pas dire, madame, que les propos qui ont été tenus ce soir sont des propos qui ont instillé la haine dans la communauté villageoise dont vous êtes. C'est pas vrai

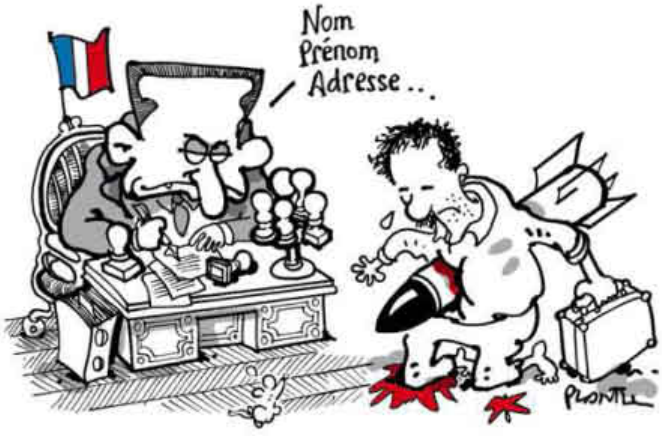
La femme ; alors tout simplement, on va poser la question aux gens. Est ce que ça vous amène de la haine ou pas ?

OUI, oui, oui

Voilà. Merci

(applaudissements, sifflements, hurlements… slogans incompréhensibles)

RESUMONS



Arès dit non aux migrants

BASSIN D'ARCACHON Le Conseil municipal d'Arès s'est prononcé, hier soir, contre l'accueil des migrants, sous les applaudissements du public

BERNADETTE DUBOURG
b.dubourg@sudouest.fr

« Je vous propose de vous prononcer défavorablement à l'accueil de ces migrants sur notre commune. » Telle est la délibération approuvée, hier soir, par les 24 élus de la majorité du Conseil municipal d'Arès, autour du maire Jean-Guy Perrière (divers droite). Seuls les quatre élus de l'opposition (de gauche) ont voté contre.

Ce vote a été accueilli par un tonnerre d'applaudissements et quelques timides « hou hou » de désapprobation, exprimés par les 300 personnes (au moins) massées dans le jardin de la mairie. Seule une trentaine a pu entrer dans la petite salle du Conseil, au premier rang desquelles des élus du Front national, comme les conseillers régionaux du bassin d'Arcachon, Laurent Lamara, et du Val de l'Eyre, Edwige Diaz.

> « Les conditions ne sont pas assurées pour la sécurité et la tranquillité des habitants d'Arès »

« Notre présence n'est pas politique, se défend pourtant Claude, qui montre le tract jaune déposé dans sa boîte aux lettres, la veille, appelant à « manifester l'hostilité de la population à l'arrivée des migrants ». « Je n'ai pas envie qu'il n'y ait que des hommes. On sait ce qui s'est passé à Cologne », ajoute Sophie. Florence ne « vient pas manifester contre M. Perrière, mais contre la décision du préfet ». Il y a aussi des habitants d'Andernos et Lège Cap-Ferret où, la veille, le Conseil municipal a justement voté une motion de solidarité au Conseil municipal d'Arès « quelle que soit sa position ».

« Pas le même esprit »

Avant de lire l'unique délibération de ce Conseil municipal extraordinaire, le maire d'Arès en rappelle la genèse : son intuition au sujet du Centre de vacances de l'Énergie qui a passé une convention avec l'État, la confirmation du préfet vendredi dernier, sa visite mardi, et même un courrier reçu juste avant le Conseil. Les réponses du préfet aux nombreuses interrogations des élus ne le convainquent pas : « Arès serait un centre d'accueil et d'orientation pour un maximum de 50 personnes, mais je ne suis pas sûr de ce chiffre. Il serait ouvert du 15 octobre à fin mars. La gendarmerie serait mobilisée mais je demandais quels seraient les renforts. Ça ne coûterait rien à la commune. »

450 personnes ont déjà été accueillies dans des CAO de la métropole bordelaise : « Nous ne pouvons pas avoir le même esprit dans une ville de 400 000 habitants que dans un bourg de 6 000 », commente le maire.

« Ni sensible ni politique »

L'opposition municipale est favorable à l'accueil de ces migrants. Catherine Vignerte préfère le terme de réfugiés : « Je comprends cette peur, mais il faut faire appel à la raison et rassurer. » « Au nom de la fraternité, soyons fiers de les accueillir », ajoute Camille Lambert. « Si Arès est choisie, faisons en sorte de faire un peu de pédagogie et que tout se passe au mieux. Ce sont des êtres humains », tempère Claudine Cessy. Des insultes, parfois des menaces se font entendre. Ce n'est pas tout à fait la sérénité que souhaitait le maire.

Les habitants n'ont pas tous pu entrer dans la salle du Conseil municipal. PHOTO B.D.

« Qui peut être insensible ? Ce que l'on reproche, c'est la forme. Ça nous pose un problème de conscience, je dirais même un cas de conscience chrétienne, mais il est de notre responsabilité d'élus de prendre des mesures de précaution », précise la première adjointe Dominique Pallet.

Christian Esplandiu, également président de l'office de tourisme, évoque les appels de touristes qui hésitent à réserver pour l'an prochain : « On va avoir un manque à gagner de 20 à 30 % ».

« Chacun a une position en son âme et conscience, moi-même, j'ai une position d'être humain et une responsabilité de maire », tranche Jean-Guy Perrière qui refuse de se « placer sur le terrain de la sensiblerie, ou la politique, seulement sur la capacité d'Arès à accueillir ces migrants. Or, les conditions ne sont pas assurées pour la sécurité et la tranquillité des habitants d'Arès ».

Les élus majoritaires d'Arès ont exprimé un avis défavorable. Mais la décision revient au préfet.

Sud-ouest 24/09/2016

Mérignac

Journal Sud-Ouest. 06/10/2016

La motion du FN « anti-migrants » a été recalée

CONSEIL MUNICIPAL Lundi soir, l'ensemble du Conseil municipal, moins une voix, celle du FN, a rejeté une motion demandant à la ville de se positionner comme « sans migrants »

JEAN-FRANÇOIS RENAUT
jf.renaut@sudouest.fr

Entre autres dossiers, la séance du Conseil municipal de Mérignac examinait, lundi soir, la motion concernant l'accueil des réfugiés déposée par le conseiller municipal Front national, Jean-Luc Aupetit.

Une motion titrée « Ma commune sans migrants » qui décline en huit points des raisons de refuser l'accueil. Une déclinaison nationale visiblement initiée depuis Paris puisqu'aucune attache locale n'y figure.

L'élu a souhaité ne pas relire les huit points en question, persuadé que tout le monde les avait lus. Il s'est fait chambrer par ses collègues sur le thème : « Ah si, il faut que tu assumes. »

Le conseiller frontiste argumente : « Gleyze (le président du Conseil départemental, Ndlr) veut construire en Gironde des jungles de Calais miniatures ». Où s'installeraient, selon lui, nombre de personnes démunies de tout papier d'identité (« ou alors des faux ») et pour certaines pas dénuées de mauvaises intentions terroristes.

Et puis, prévient aussi l'élu, il ne s'agirait pas qu'ils viennent manger dans la gamelle des Français, héritiers de Vercingétorix.

Une voix pour, 48 contre

L'ensemble du Conseil municipal à l'exception, évidente, du représentant FN, s'est prononcé contre. Avec des arguments parfois cinglants. « L'extrême droite tente d'instrumentaliser un drame humain », a lancé Thierry Trijoulet (PS) avant de préciser, « le droit d'asile est un droit fondamental en France depuis 1951 ». Y renoncer serait donc mal venu et une violation historique.

Depuis quelques mois, dans le quartier du Burck, ces trois anciens logements d'instituteurs réhabilités par la Ville accueillent des familles de demandeurs d'asile. PHOTO ARCHIVES « SUD OUEST »

Pour l'opposition de droite et du centre, Christophe Vasquez, a décliné le même principe avec des nuances. « La migration économique n'est pas la même que la migration de conflits. Elle n'amène pas à la même générosité. »

« On doit pouvoir faire plus et mieux en concertation avec la population mais il ne faut pas oublier la migration de la réussite et ce qu'elle augure pour le futur. »

38 personnes accueillies

Joël Girard (majorité, PC) aime cette idée. « Cette motion est une insulte à tous les gens qui ont contribué à la construction de notre pays. » Énervé, il ajoute, « c'est une charte de la honte », « une surenchère démagogique ».

Les chiffres officiels avancés disent que 0,05 % de la population mérignacaise serait constituée de demandeurs d'asile, soit 38 personnes, 19 adultes et autant d'enfants. « Ils sont accueillis pour quelques semaines pour pouvoir se poser », explicite Sylvie Cassou-Schotte, adjointe à l'action sociale et solidaire.

La Nouvelle-Aquitaine est censée en accueillir 1 000 incessamment sous peu. La quantité de l'accueil local n'est pas connue.

En France, on compte 1,5 réfugié pour 10 000 habitants. Le ratio est beaucoup plus important en Allemagne, par exemple.

Et on ne parle pas des pays, l'Italie et la Grèce notamment, qui accueillent sur leurs plages des bateaux de fortune bondés jusqu'à chavirer dès que la Méditerranée grossit un peu.

BÈGLES

Poussée de tension sur l'accueil des migrants

CONSEIL MUNICIPAL Le « non à l'accueil des migrants » voulu par le Front national a été rejeté par les autres composantes politiques

HERVÉ PONS
h.pons@sudouest.fr

L'ouverture de la séance du Conseil municipal, jeudi soir, a parfaitement été réglée dans une mise en scène qui ne tenait toutefois pas de la comédie. L'objet était de couper l'herbe sous les pieds d'un des deux élus du Front national, Bruno Paluteau, qui avait demandé que soit prise une motion « Bègles commune sans migrant ».

Avant même que le Frontiste n'en fasse la demande, la première adjointe, Isabelle Boudineau, elle officiait en lieu et place du maire – Noël Mamère, convalescent après une opération au pied – a indiqué que la famille syrienne – les parents et deux enfants ont été accueillis à Bègles il y a un an – s'était bien intégrée, avec le concours des élus, des services de la ville et des associations. Les enfants sont scolarisés. Le père est employé à Arcins Environnement.

La première adjointe a révélé qu'une seconde famille syrienne sera accueillie la semaine prochaine. Les cinq jeunes hommes arrivés au printemps depuis Calais, après avoir renoncé à passer en Grande-Bretagne, sont repartis le 30 septembre pour construire des projets de vie.

« Je ne peux accepter le vœu d'une commune sans migrant. Nous continuerons à répondre aux demandes d'accueil que nous fait le préfet », a dit Isabelle Boudineau à l'adresse de Bruno Paluteau. S'instaura alors un vif débat.

Bruno Paluteau (FN) : « Le déferlement d'émigrés sur notre territoire est source de tensions et d'organisations communautaristes qui conduisent au terrorisme. Nous allions porter votre refus de présenter notre vœu au Conseil municipal devant le tribunal administratif ».

Première adjointe, Isabelle Boudineau a conduit le conseil en l'absence du maire, Noël Mamère, avec Franck Joandet. H.P.

Christine Texier (Front de gauche) à l'adresse de Bruno Paluteau : « Nulle part dans votre propos n'apparaît une dimension humaine ou la prise en compte d'une souffrance. La solidarité s'exerce au jour le jour et votre manque d'humanité est frappant ».

Franck Joandet (PS) : « La région Aquitaine accueille 900 migrants sur 6 millions d'habitants et vous osez parle d'apocalypse ? Votre position fait froid dans le dos. Rappelez-vous que la France a accueilli 150 000 Arméniens en 1918, 450 000 Espagnols en 1936 et des milliers de Juifs venus d'Allemagne en 1933. 90 % des personnes qui se trouvent dans la Jungle de Calais sont des demandeurs d'asile, selon la convention de Genève ».

Clément Rossignol (écologiste) : « Associer migrants et terrorisme est un propos indigne d'un élu de la République. Vous salissez la mémoire collective de notre pays qui a toujours accueilli des migrants d'Europe. D'ailleurs, vous agressez les mémoires individuelles : la plupart des familles ont connu une histoire de migrants ».

Thierry Beer-Demander (Les républicains) : « L'accueil de deux familles, ce n'est certes pas grand-chose. Il faut que nous mettions du cœur, du vivre-ensemble. S'il faut effectivement respecter les équilibres, dans notre ville de 25 000 habitants, on ne peut pas accepter la position de M. Paluteau ».

Mamadou Niang (Front de gauche). « Il nous faut être dignes de tous ces étrangers qui sont morts pour la France et ne pas entendre des propos tels que ceux qui ont été tenus ».

Isabelle Boudineau (PS) a conclu : « Ce débat est avilissant, il n'a pas sa place ici. Vos propos M. Paluteau portent une lourde responsabilité dans l'affaiblissement de la démocratie en brandissant le fantasme de l'envahissement ».

L'accueil des migrants s'organise dans le département, même si tous les territoires ne participent pas.(rédaction de Sud-Ouest du 09/09/2015)

La question des migrants concerne désormais l'essentiel du département de la Gironde, et la plupart de ses élus. De droite comme de gauche, de nombreux politiques ont souhaité se mobiliser, un peu partout, même si certains le font déjà depuis des mois. Alain Juppé a clairement voulu dépolitiser cette question en nommant le socialiste Jean Touzeau à la tête de la coordination des actions des 28 communes de la Métropole pour accueillir des réfugiés. Leur nombre exact n'est pas encore connu. Mais il s'agira de plusieurs centaines de personnes.

Dans la Métropole, un groupe de travail Hébergement a déjà été mis en place pour recenser les possibilités d'accueil des publics fragiles. 14 communes ont participé à ces travaux et, à ce jour, le résultat est « assez modeste », reconnaît Alain Juppé. Deux sites sont opérationnels pour l'instant : à Caudéran, dans un immeuble appartenant à l'État, où 10 familles venant d'Afghanistan, de Libye, de Géorgie et ayant obtenu le droit d'asile sont hébergées, ainsi qu'à Pessac pour une soixantaine de Sahraouis, venus du squat de la rive droite. D'où la nécessité d'augmenter les capacités d'accueil et de renforcer le dispositif. Un numéro dédié a aussi été mis en place au CCAS de Bordeaux pour recevoir les propositions d'accueil éventuelles des riverains : 0800 625 885.

Mais les villes de l'agglomération ne sont plus les seules concernées. À l'exception du bassin d'Arcachon et du Médoc, d'autres villes de Gironde se mobilisent.

1 Un numéro spécial lancé à Libourne

Au terme d'une réunion de travail hier midi à l'hôtel de ville de Libourne, la municipalité a mis en place un premier plan pour favoriser l'accueil de réfugiés sur le sol communal ces jours prochains. Entre cinq et sept familles, selon les prévisions municipales, pourraient ainsi trouver refuge, dans un premier temps, dans la cité sous-préfecture girondine.

Un numéro de téléphone spécial a été mis en place (05 57 55 57 33) pour que les familles libournaises souhaitant accueillir des migrants se manifestent. Déjà, en amont de ce dispositif, quelques-unes ont candidaté.

« On se met en situation de recevoir des réfugiés, insiste Laurence Rouède, première adjointe à la mairie. On veut être opérationnels très rapidement. » La Ville souhaite devenir l'intermédiaire entre l'État et les volontés citoyennes. « On va lancer un appel à la solidarité et rassembler les personnes qui se sont déjà manifestées », explique l'élue.

« Il va y avoir une évaluation des conditions d'accueil et l'élaboration d'une charte. On pense aux accueillants comme aux accueillis. Il faut que les choses se fassent de manière coordonnée », précise Annie Pouzargue, élue en charge de l'action sociale, de la solidarité et vice-présidente du CCAS *(Centre communal d'action sociale)* dont les services seront en première ligne pour gérer et accompagner le dispositif. Les citoyens volontaires devront notamment passer un entretien puis une visite sera organisée à leur domicile.

2 Blayais : une maison pour une famille

Dans le Blayais, le député-maire PS de Saint-Caprais-de-Blaye Philippe Plisson a réuni hier soir les élus de sa commune pour leur proposer d'accueillir une famille de réfugiés dans une maison inhabitée. Située au centre du village, elle a été acquise par la municipalité l'an dernier et nécessite des travaux, au minimum d'un sérieux rafraîchissement. Il faudra également remettre aux normes l'électricité et le chauffage.

Les élus ont lancé un appel à « une mobilisation bénévole » des habitants afin de « rénover, aménager et meubler » ce logement. (…) L'objectif est de pouvoir disposer de la maison « courant octobre ».

Par ailleurs, la Communauté de communes de l'Estuaire se réunira demain soir en conseil et proposera un logement de fonction vacant à la résidence pour personnes âgées.

3 En Sud-Gironde, la solidarité s'organise

Les choses vont très vite dans la patrie de Montesquieu. À La Brède, Michel Dufranc, le maire, a déjà pris la peine de réunir son groupe d'élus de la majorité municipale et se dit prêt à accueillir des réfugiés dans sa commune. Il lance un appel de solidarité à la population. Mais la mairie étudie également une piste avec une maison actuellement inoccupée, propriété de la DFCI *(Défense de la forêt contre les incendies).* Elle se renseigne sur les conditions de mise à disposition.

Autre point de vue, celui de Philippe Plagnol. Le maire de Langon était présent lundi à Bordeaux à la manifestation de soutien aux chrétiens d'Orient. Ce dernier se dit prêt « à accueillir une famille de réfugiés. Mais on ne pourra promettre que ce qu'on pourra tenir. C'est une question que nous sommes prêts à traiter au niveau de la commune. »

Philippe Plagnol est d'autant plus sensible au sort des réfugiés qu'il est intervenu sur le terrain il y a quelques années en Syrie, en Libye, en Irak et même chez les Kurdes, alors qu'il exerçait son métier de chirurgien.

Enfin, Frédéric Carre, le sous-préfet de l'arrondissement, fait remarquer qu'il est sans doute trop tôt pour faire un point sur cette question en Sud-Gironde : « Le ministère de l'Intérieur a informé l'ensemble des préfets qui a adressé une note à l'ensemble des maires. Mais, pour l'instant, je n'ai eu aucun retour de maires me sollicitant sur ce sujet. »

4 Pas d'accueil prévu sur le Bassin

Sur le bassin d'Arcachon et dans le Val de l'Eyre, à notre connaissance, l'accueil des migrants ne semble pas à l'ordre du jour. Dominique Christian, la sous-préfète, n'a reçu aucune consigne à ce sujet et aucune commune ne l'a sollicitée à ce sujet. Bref, l'initiative des députés socialistes girondins ne devrait pas bouleverser la vie du Bassin.

Ce qui ne veut pas dire que le sort des migrants laisse tout le monde indifférent. Joint hier, Cédric Pain, maire socialiste de Mios, expliquait qu'évidemment, l'accueil des migrants était une préoccupation : « Nous avons réfléchi mais aujourd'hui, je ne veux pas vendre du rêve. Il y a de gros problèmes de logement sur Mios et techniquement, je ne vois pas quelle solution concrète je pourrais leur offrir. Donc, nous y réfléchissons mais nous n'avons pas de solution. »

L'avis des gens

Téléphone
portable : 07 85 43 97 32
Messagerie : avisdesgens@orange.fr

Pourquoi « L'avis des gens »? Outre le jeu de mot (phonétique) qui ne vous a pas échappé, cela dit quelque chose sur la manière dont je conçois le travail associatif. Associer les idées, rebondir à travers des situations concrètes, faciliter les rencontres directes, une manière d'être dans le politique et de me forger des avis sur des sujets qui me mobilisent à travers le travail d'enquête….

Un seul animateur à ce travail, pour l'instant;

Pour chacun des numéros : des personnes impliquées dans les initiatives citées.

Il ne s'agit pas d'un « bulletin d'informations ». Plutôt de contributions, volontaires ou non, pour alimenter les débats.

Diffusion : uniquement par le biais d'internet (rien n'empêche de tirer sur papier les différents bulletins pour les distribuer).

Réseau : informel. A vous d'indiquer des gens susceptibles de le recevoir

-Il n'y a pas de périodicité prévue...tout est fonction des questions qui se posent.

-Rien n'empêche que se forme une équipe d'animation plus étoffée… mais pour l'instant le fonctionnement est ainsi.

Patrick Lalanne Actuel directeur de publication

Numéros précédents :

➡N°1 –Penser l'avenir avec un enfant en situation de Handicap/ débat avec Chantal Bruno/ mars 2004

➡N°2-Se regrouper pour engager des actions autour des économies d'énergie. Naissance de l'association «*des Fourmis dans le compteur*» à Gradignan/ mars 2006

➡N°3= municipalisation des MJC de Gradignan/ juin 2010

➡N°4= Débat sur l'énergie. Initiatives citoyennes/ aout 2010

➡N°5= Alternatiba Bordeaux. En perspective des négociations de Cancun sur le climat/ septembre 2010

➡N°6= Les AMAP. Éléments de débat durant la semaine du développement durable à Gradignan/novembre 2010

➡N°7= Développement des participations citoyennes durables. Venue de Vincent Feltesse à Gradignan/décembre 2010

➡N°8= se passer du nucléaire? /avril 2011

➡N°9= L'économie sociale et solidaire, conférence de Mérignac de Jean Louis Laville /janvier 2012

➡N°10= L'émergence de nouvelles formes d'organisation des entreprises, transcription d'une conférence de Fréderic Laloux. Janvier 2016

➡N°11= L'émergence de nouvelles formes d'organisation des entreprises, compléments; Janvier 2016